



**PRÉFET
DE SAÔNE-ET-LOIRE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement de
Bourgogne-Franche-Comté**

Unité Interdépartementale 39-71
Antenne de Lons-le-Saunier
4 rue curé Marion
39000 Lons-le-saunier

Lons-le-saunier, le 20/03/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 28/08/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SNDCE

10 impasse de la Croisette
71240 Sennecey-Le-Grand

Références : AL/MLM/2026/L_53
Code AIOT : 0005401071

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 28/08/2025 dans l'établissement SNDCE implanté 10 impasse de la Croisette 71240 Sennecey-le-Grand. L'inspection a été annoncée le 21/08/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite d'inspection du 28/08/2025 s'inscrit dans le cadre d'une action régionale sécheresse. Elle a été effectuée suite au passage au niveau de crise de la zone de gestion dans laquelle se trouve l'établissement, le secteur "Grosne". L'objectif de la visite était de vérifier le respect de certaines dispositions en matière de prélèvements et de consommation d'eau.

Les références réglementaires sont notamment :

- arrêté ministériel du 30/06/2023 relatif aux mesures de restriction, en période de sécheresse, portant sur le prélèvement d'eau et la consommation d'eau des installations

- classées pour la protection de l'environnement,
- arrêté préfectoral cadre du 02/08/2024 portant sur les mesures de préservation de la ressource en eau en période d'étiage dans le département de Saône-et-Loire hors zone d'alerte "Saône aval", qui définit notamment les règles de gestion des usages de l'eau en période de sécheresse et adapte certaines dispositions de l'arrêté ministériel du 30/06/2023,
- arrêté préfectoral n° 71-2025-07-10-00001 du 10/07/2025 portant restriction temporaire de certains usages de l'eau sur le département de Saône-et-Loire, qui acte le passage au niveau d'alerte du secteur "Grosne" et reprend les mesures de restriction définies par l'arrêté préfectoral cadre du 02/08/2024,
- arrêté préfectoral n°71-2025-08-14-00002 du 14/08/2025 portant restriction temporaire de certains usages de l'eau sur le département de Saône-et-Loire, qui acte le passage au niveau de crise du secteur "Grosne" et reprend les mesures de restriction définies par l'arrêté préfectoral cadre du 02/08/2024.

Les suites de la visite du 18/12/2023 n'ont pas été abordées, excepté concernant les points de contrôle portant sur les prélèvements d'eau et les mesures de restriction en période de sécheresse.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SNDCE
- 10 impasse de la Croisette 71240 Sennecey-le-Grand
- Code AIOT : 0005401071
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

La société SNDCE (société nouvelle de dépôts chimiques et électrochimiques) réalise des opérations de traitement de surface, par revêtement métallique de pièces façonnées par diverses entreprises dans le but de les protéger contre la corrosion et d'augmenter leur conductivité.

L'exploitation des installations de l'établissement situé à Sennecey-le-Grand (71) est réglementée par l'arrêté préfectoral complémentaire du 30/04/2008. D'après les éléments apportés par l'exploitant lors de la visite d'inspection du 18/12/2023, l'établissement comporte des installations relevant désormais des rubriques et régimes suivants de la nomenclature des ICPE :

- 3260 (traitement de surface par voie électrolytique ou chimique) : autorisation (53,6 m³),
- 2565-2 (nettoyage-dégraissage par des procédés utilisant des liquides à base aqueuse ou hydrosolubles, associées à du traitement de surface) : enregistrement (36,6 m³),
- 4110-2 (substances et mélanges liquides, toxicité aiguë catégorie 1) : autorisation (2000 kg),
- 4120-2 (substances et mélanges liquides, toxicité aiguë catégorie 2) : déclaration (3 t),
- 4130-2 (substances et mélanges liquides, toxicité aiguë catégorie 3) : déclaration (2,5 t).

Thèmes de l'inspection :

- AR - 3
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

L'exploitant n'a transmis ni déclaration(s) d'antériorité suite aux évolutions de la nomenclature ni dossier(s) de porter à connaissance concernant les modifications réalisées ni notification de cessation d'activité concernant la cuve de perchloéthylène mise à l'arrêt définitif. Le suivi de ces écarts, constatés lors de la dernière visite du 18/12/2023, n'a pas été abordé lors de la présente visite du 28/08/2025 et le sera, si nécessaire, à l'occasion de la prochaine visite. L'exploitant a expliqué l'absence de réponse aux constats par la transmission du rapport à une adresse de messagerie erronée, du fait du changement d'interlocuteurs dont il n'avait pas informé l'inspection des installations classées. Il a déclaré qu'il n'a pas réalisé ou prévu d'autre modification des

installations et que les éléments qu'il avait apportés en 2023 sont toujours d'actualité. **Il a été rappelé à l'exploitant la nécessité de transmettre ces éléments au préfet et à l'inspection des installations classées.**

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Compteur et registre des prélèvements	Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 4.1.1 et 8.2.2	Demande d'action corrective	1 mois
2	Milieux de prélèvement et volumes prélevés	Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-45	Prescriptions complémentaires	3 mois
3	GEREP	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4	Demande de justificatif à l'exploitant	1 mois
4	Gestion économe de l'eau et consommation spécifique	Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 2.1.1 et 4.3.11	Demande d'action corrective	1 mois
7	Sécheresse - Réduction des prélèvements et consommations	Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article Annexe 3	Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
5	Sécheresse - Dérogation aux mesures de restriction des usages de l'eau	Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article 8	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
6	Sécheresse - Exemption aux mesures de restriction des usages de l'eau	Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article Annexe 3	Sans objet
8	Sécheresse - GIDAF	Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées a constaté plusieurs non-conformités, et l'exploitant doit mettre en œuvre des actions correctives et/ou transmettre des justificatifs concernant :

- les relevés de l'index du compteur pour l'eau du réseau AEP dédiée aux usages industriels,
- le volume d'eau souterraine prélevé en 2025,
- la fiabilité et le niveau de détail des données déclarées dans GEREP, pour les éventuelles prochaines déclarations,
- la consommation spécifique de son installation de traitement de surface,
- les actions conjoncturelles à mettre en œuvre en période de sécheresse.

Par ailleurs, l'exploitant doit se positionner sur les milieux de prélèvement et les volumes prélevés, en vue de compléter les dispositions de l'arrêté préfectoral du 30/04/2008. De plus, il lui est recommandé de disposer d'une version électronique du registre des prélèvements.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Compteur et registre des prélèvements

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 4.1.1 et 8.2.2
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau
Prescription contrôlée : <u>Arrêté préfectoral du 30/04/2008, article 4.1.1</u> Les installations de prélèvement d'eau dans le milieu naturel et dans le réseau public sont munies de dispositifs de mesure totalisateurs de la quantité d'eau prélevée. Ces mesures sont régulièrement relevées et le résultat est enregistré et tenu à la disposition de l'Inspecteur des Installations Classées. <u>Arrêté préfectoral du 30/04/2008, article 8.2.2</u> Les installations de prélèvement d'eau en eaux de nappe ou de surface sont munies d'un dispositif de mesure totalisateur. Pour les eaux de nappe, ce dispositif est relevé hebdomadairement. Les résultats sont portés sur un registre.
Constats : <u>Constats de la visite précédente (18/12/2023)</u> L'établissement dispose des deux compteurs de la quantité d'eau prélevée, l'un pour l'eau

souterraine et l'autre pour l'eau du réseau d'eau potable (AEP). Le jour de la visite, les compteurs indiquaient les valeurs d'index suivantes: 6 899 m³ (eaux souterraines) et 6 885 m³ (réseau AEP). L'exploitant n'a pas été en mesure de présenter le registre des prélèvements.
Constat 6-18122023 : demande de compléments : l'exploitant transmettra une copie des relevés des prélèvements des eaux pour les années 2021 à 2023.
L'exploitant n'a pas satisfait à cette demande.

Constats de la visite du 28/08/2025

L'inspection des installations classées a consulté par sondage le registre des prélèvements dont l'exploitant dispose depuis janvier 2024, disponible sur le site en format "papier".

Constat n° 20250826-1 : le format "papier" du registre des prélèvements ne permet pas à l'exploitant d'en assurer aisément un suivi pour déceler rapidement une éventuelle dérive.

L'exploitant a indiqué qu'il relève quotidiennement, le matin, les index des compteurs pour l'eau du réseau AEP dédiée aux usages industriels et pour l'eau souterraine, et consigne ces valeurs dans son registre. Lors de la visite, vers midi, les compteurs indiquaient les valeurs d'index suivantes: 10 015 m³ (eau souterraine) et 6 888 m³ (réseau AEP, usages industriels).

Pour l'eau souterraine, le registre apparaît complet et la valeur d'index constatée le jour de la visite est cohérente avec celle consignée le matin même (9 997 m³). L'exploitant a précisé qu'il a procédé à un changement de compteur au 01/02/2024 (hors service en janvier 2024).

Pour l'eau du réseau AEP dédiée aux usages industriels, la dernière valeur consignée est celle du 03/05/2024 (6 885 m³). L'explication donnée par l'exploitant, à savoir une absence d'évolution de l'index, est contredite par la valeur constatée le jour de la visite (6 888 m³).

Constat n° 20250826-2 - non-conformité : l'exploitant ne consigne pas régulièrement dans son registre la valeur d'index du compteur pour l'eau du réseau AEP dédiée aux usages industriels.

Remarque : si le volume annuel prélevé est bien inférieur à 7 000 m³/an désormais (cf. fiche de constat suivante), les dispositions de l'arrêté préfectoral cadre sécheresse du 02/08/2024 en matière de registre des prélèvements ne sont pas applicables.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat n°20250826-1 : il est recommandé à l'exploitant de disposer d'une version électronique du registre des prélèvements, pour faciliter l'analyse et la conservation de ces données.

Constat n°20250826-2 : l'exploitant doit relever régulièrement la valeur d'index du compteur pour l'eau du réseau AEP dédiée aux usages industriels, et systématiquement consigner cette valeur dans son registre.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois

N° 2 : Milieux de prélèvement et volumes prélevés

Référence réglementaire : Code de l'environnement du 01/01/2024, article R. 181-45

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau

Prescription contrôlée :

Les prescriptions complémentaires prévues par le dernier alinéa de l'article L. 181-14 sont fixées

par des arrêtés complémentaires du préfet [...]

Ces arrêtés peuvent imposer les mesures additionnelles que le respect des dispositions des articles L. 181-3 et L. 181-4 rend nécessaire [...]. Ces arrêtés peuvent prescrire, en particulier, la fourniture de précisions ou la mise à jour des informations prévues à la section 2.

Constats :

Les milieux de prélèvement et les volumes prélevés ne sont pas réglementés actuellement.

Milieux de prélèvements

Constat n°20250826-3 : l'exploitant ignore l'origine précise de l'eau souterraine utilisée. Il a déclaré qu'il dispose d'un puits de 24 mètres de profondeur, mais n'est pas en mesure de préciser sur quelle masse d'eau le prélèvement est effectué. On retrouve a priori au droit du site la masse d'eau « *Domaine marneux de la Bresse et du Val de Saône* » (FRDG535) et la masse d'eau « *Calcaires jurassiques sous couverture du pied de côte mâconnaise* » (FRDG227).

S'agissant de l'eau du réseau AEP, l'exploitant a déclaré qu'elle est fournie par le syndicat intercommunal des eaux de la région de Sennecey-le-Grand.

Volumes prélevés

L'exploitant a réduit ses consommations d'eau depuis 2023. Les volumes d'eau industrielle prélevés, issus des données du registre tenu par l'exploitant, sont présentés dans le tableau ci-après. En l'absence de mesure en janvier 2024 pour l'eau souterraine, la valeur 2024 est estimée à partir des prélèvements mesurés en janvier 2025 (625 m³).

Ressource	2024	2025(au 28/08)
Eausouterraine	5 613m ³ +625m ³	4 384 m ³
RéseauAEP, usages industriels	0 m ³	3 m ³
Total	6 238m ³	4 387 m ³

En supposant que les consommations d'eau restent similaires, le volume prélevé dans les eaux souterraines et sur le réseau AEP pour les usages industriels pourrait atteindre environ 6700 m³ fin 2025. Par ailleurs, les factures présentées par l'exploitant ne montrent qu'une consommation pour les usages sanitaires de l'ordre de 130 m³/an (131 m³ entre juillet 2022 et juillet 2023, 114 m³ entre juillet 2023 et juillet 2024).

Constat n°20250826-4 : depuis 2024, et sous réserve de confirmation à partir des données 2025 consolidées, le volume global prélevé tous usages confondus ne dépasse plus 7 000 m³/an. L'exploitant a mentionné son intention de ne pas repasser au-dessus de ce seuil de prélèvements.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constats n°20250826-3 et n°20250826-4 : l'exploitant transmettra son positionnement sur les volumes maximums annuels qu'il est susceptible de prélever pour les différents usages et les différentes ressources en eau. Pour les eaux souterraines, il se positionnera également sur le volume maximum hebdomadaire susceptible d'être prélevé et apportera les précisions utiles concernant le point de prélèvement (localisation et caractéristiques du puits) et l'origine de la ressource (nom et code SANDRE de la masse d'eau).

Sur la base de ce positionnement, l'inspection des installations classées proposera au préfet du

Jura de compléter les prescriptions de l'arrêté préfectoral du 30/04/2008.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Prescriptions complémentaires
Proposition de délais : 3 mois

N° 3 : GEREP

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau

Prescription contrôlée :

L'exploitant déclare chaque année dans l'application GEREP :

- les volumes d'eau consommée ou prélevée dès lors que le volume provenant d'un réseau d'adduction est supérieur à 50 000 m³/ an ou que le volume prélevé dans le milieu naturel est supérieur à 7 000 m³/ an ;

- les volumes d'eau rejetée, le nom, la nature du milieu récepteur dès lors que le volume de prélèvement total est supérieur à 50 000 m³/ an ou que l'exploitant déclare au moins une émission dans l'eau (dépassement des seuils de l'annexe II de l'arrêté ministériel du 31/01/2008).

Constats :

Volume d'eau consommée ou prélevée

Les volumes déclarés par l'exploitant dans GEREP sont présentés dans le tableau ci-dessous:

	2017	2018	2019	2020	2021	2022	2023	2024
nappe	8 477	8 270	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
AEP	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.	n.d.
total	n.d.	n.d.	10 040	10 063	11 524	9 963	9 631	5 700

n.d.: non déclaré

Constat n°20250826-5 : le volume déclaré pour l'année 2024 est inférieur à celui estimé à partir des données présentées par l'exploitant, notamment du fait de l'absence de mesure en janvier (cf. fiche de constat précédente). L'inspection des installations classées estime toutefois que l'écart ne nécessite pas de correction de cette déclaration GEREP a posteriori.

Constat n°20250826-6 : sous réserve de confirmation à partir des données 2025 consolidées, l'exploitant ne dépasse plus les seuils imposant la déclaration des volumes d'eau consommée ou prélevée dans l'application GEREP.

Volumes d'eau rejetée

Les volumes rejetés déclarés dans GEREP par l'exploitant sont identiques aux volumes prélevés déclarés. Le milieu récepteur renseigné est « La Saône de la confluence avec le Doubs à Villefranche-sur-Saône » (FRDR1807a), l'exploitant déclarant un rejet « isolé ».

Constat n°20250826-7 : le milieu récepteur renseigné dans GEREP par l'exploitant est erroné. Toutefois, les niveaux d'émission dans l'eau ne dépassent pas les seuils de l'annexe II de l'arrêté

ministériel du 31/01/2008. L'inspection des installations classées estime que cette erreur ne nécessite pas de correction de cette déclaration GEREPA posteriori.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : Constat n°20250826-6 : l'exploitant confirmera que le volume d'eau souterraine prélevé en 2025 ne dépasse pas 7 000 m ³ . Dans le cas contraire, il déclarera dans GEREPA le volume prélevé en détaillant celui prélevé dans les eaux souterraines et celui prélevé dans le réseau AEP. Constat n°20250826-7 : si l'exploitant procède dans GEREPA à de nouvelles déclarations de ses émissions dans l'eau, il veillera à renseigner le bon milieu récepteur.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 4 : Gestion économe de l'eau et consommation spécifique

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 30/04/2008, article 2.1.1 et 4.3.11
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau
Prescription contrôlée : <u>Arrêté préfectoral du 30/04/2008, article 2.1.1</u> L'exploitant prend toutes les dispositions nécessaires dans la conception l'aménagement, l'entretien et l'exploitation des installations pour : <ul style="list-style-type: none"> • limiter la consommation d'eau [...] <u>Arrêté préfectoral du 30/04/2008, article 4.3.11</u> Les systèmes de rinçage doivent être conçus et exploités de manière à obtenir une consommation d'eau spécifique, rapportée au mètre carré de la surface traitée, dite "consommation spécifique" la plus faible possible. Les éléments du calcul de la consommation spécifique sont ceux indiqués à l'arrêté ministériel du 30 juin 2006. La consommation spécifique d'eau ne doit pas excéder 8 litres par mètre carré de surface traitée et par fonction de rinçage. L'exploitant calcule une fois par an la consommation spécifique de son installation sur une période représentative de son activité. Il tient à disposition de l'Inspecteur des Installations Classées, le résultat et le mode de calcul de cette consommation ainsi que les éléments justificatifs de ce calcul.
Constats : L'exploitant a mis en place début 2024 des limiteurs de débit en amont de chacune des 4 lignes de traitement bain mort / Zn, tonneaux / Zn, bain mort / Ag-Sn et tonneaux / Sn. Ils sont réglés manuellement par le responsable maintenance. Pour un investissement très limité (environ 600 €), ils semblent avoir permis une réduction de la consommation d'eau de l'ordre de 30 % d'après les données présentées dans les fiches de constat précédentes. Constat n°20250826-8 - non-conformité : l'exploitant n'a pas été en mesure de présenter un calcul de la consommation d'eau spécifique de l'installation de traitement de surface.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

Constat n°20250826-8 : l'exploitant doit calculer la consommation spécifique de son installation, au global et par ligne, sur la base des éléments indiqués à l'arrêté ministériel du 30 juin 2006 (article 21). Il transmettra le résultat pour l'année 2025, avec les éléments justificatifs du calcul. Il renouvellera ce calcul chaque année, sur une période représentative de son activité.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 1 mois

N° 5 : Sécheresse - Dérogation aux mesures de restriction des usages de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article 8
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau et sécheresse
Prescription contrôlée : <p>Tout usager a la possibilité de solliciter auprès du préfet (direction départementale des territoires, service « police de l'eau ») une adaptation dûment motivée aux mesures de restriction des usages de l'eau. Compte tenu de leur caractère exceptionnel, ces mesures d'adaptation ne seront essentiellement envisagées qu'au niveau de crise dans le cas où l'usage de l'eau est interdit. La décision concernant cette demande d'adaptation sera notifiée à l'intéressé et rendue publique sur le site internet des services de l'État.</p>
Constats : <p>L'exploitant n'a pas sollicité de dérogation aux mesures de restriction des usages de l'eau, et n'a pas prévu d'en solliciter.</p>
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Sécheresse - Exemption aux mesures de restriction des usages de l'eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article Annexe 3
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau et sécheresse
Prescription contrôlée : <p>Activités industrielles (dont ICPE), commerciales et artisanales dont la consommation d'eau est supérieure à 7000 m³ par an :</p> <ul style="list-style-type: none"> - Pour les activités disposant d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, ces dernières s'appliqueront. - Sont exemptées les activités pouvant démontrer que leurs besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum par les mesures et techniques disponibles les plus adaptées. Un document spécifique appelé plan de sobriété hydrique (PSH), comportant les éléments justificatifs utiles (bilan des mesures temporaires mises en place, économies d'eau réalisées...) est mis à la disposition en cas de contrôle.
Constats : <p><u>Constats de la visite précédente (18/12/2023)</u></p>

L'exploitant n'a pas présenté un document spécifique comportant les éléments justificatifs utiles permettant de démontrer que les besoins en eau utilisée ont été réduits au minimum.

Constats de la visite du 28/08/2025

L'établissement ne dispose pas d'un arrêté préfectoral fixant des dispositions quantitatives spécifiques à la sécheresse, et l'exploitant n'a pas établi de plan de sobriété hydrique (PSH). Toutefois, comme présenté dans les fiches de constat précédentes, sous réserve de confirmation à partir des données 2025 consolidées, la consommation d'eau n'est plus supérieure à 7 000 m³/an.

Remarque : dans l'hypothèse où la consommation d'eau dépasserait à nouveau ce seuil à l'avenir, l'exploitant devra établir un PSH s'il souhaite bénéficier d'une exemption aux mesures de restriction des usages de l'eau en période de sécheresse. Concernant le contenu attendu, il peut se référer aux éléments publiés sur les sites internet des DREAL Auvergne-Rhône-Alpes et/ou Provence-Alpes-Côte d'Azur :

<https://www.auvergne-rhone-alpes.developpement-durable.gouv.fr/psh-plan-de-sobriete-hydrique-contenu-attendu-et-a23169.html>

<https://www.paca.developpement-durable.gouv.fr/le-plan-de-sobriete-hydrique-psh-a16217.html>

Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Sécheresse - Réduction des prélèvements et consommations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 02/08/2024, article Annexe 3

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau et sécheresse

Prescription contrôlée :

- Les opérations exceptionnelles consommatrices d'eau et génératrices d'eaux polluées sont reportées.
- Cas avec consommation inférieure ou égale à 7 000 m³/an : mettre en œuvre des dispositions au moins temporaires de réduction des prélèvements d'eau et limiter au maximum les consommations.

Constats :

Constats de la visite précédente (18/12/2023)

L'exploitant n'a pas pu justifier qu'il a mis en place des mesures de réduction de la consommation d'eau lors des périodes d'alerte, d'alerte renforcée et de crise sur la zone "Grosne" lors de l'année 2023.

Constats de la visite du 28/08/2025

Constat n°20250826-9 : l'exploitant n'a pas défini, par exemple dans une procédure, les actions conjoncturelles à mettre en œuvre pour réduire temporairement les prélèvements d'eau et limiter au maximum les consommations en période de sécheresse.

La période annuelle de fermeture de l'établissement durant 3 semaines en août permet de réduire les prélèvements d'eau en période estivale. Certaines opérations doivent être menées dans le cadre de cette fermeture annuelle (nettoyage et maintenance, changement de baignoires, vidange des cuves de rinçage) et conduisent à des consommations et rejets exceptionnels.

<p>L'exploitant a précisé que ces opérations ne peuvent être reportées.</p> <p>L'exploitant a également précisé qu'il surveille chaque jour l'évolution de la consommation d'eau, et a ajouté qu'il pourrait étudier une amélioration du bridage des lignes de traitement par les limiteurs de débit. À l'heure actuelle, le réglage des limiteurs de débit est manuel et aucune valeur de référence n'est définie. Un bridage électronique, avec une valeur de référence par ligne, pourrait être étudié. À défaut, il apparaît au moins nécessaire de préciser dans une procédure les aspects techniques et organisationnels de sa mise en œuvre.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Constat n°20250826-9 : l'exploitant définira dans une procédure les actions conjoncturelles à mettre en œuvre pour réduire temporairement les prélèvements d'eau et limiter au maximum les consommations en période de sécheresse. Il abordera notamment les aspects techniques et organisationnels du réglage des limiteurs de débit en temps normal et en période de sécheresse.</p>
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 8 : Sécheresse - GIDAF

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 30/06/2023, article 2</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements d'eau et sécheresse</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Arrêté ministériel du 30/06/2023, article 1</u></p> <p>I. - Le présent arrêté s'applique aux installations classées pour la protection de l'environnement dont le prélèvement d'eau total annuel est supérieur à 10 000 mètres cubes et qui sont soumises soit à autorisation soit à enregistrement.</p> <p><u>Arrêté ministériel du 30/06/2023, article 2</u></p> <p>IV. - Lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur, l'exploitant transmet, chaque semaine calendaire, au plus tard le mercredi, à l'inspection des installations classées, les volumes d'eau journaliers prélevés et consommés sur la semaine calendaire précédente et le volume journalier moyen prévisionnel prélevé et consommé pour les besoins de son installation pour la semaine calendaire en cours.</p> <p>Cette transmission est faite conformément à l'arrêté du 28 avril 2014 relatif à la transmission des données de surveillance des émissions des installations classées pour la protection de l'environnement.</p> <p>La dernière transmission est réalisée la semaine calendaire suivant celle de la levée des niveaux d'alerte renforcée et de crise.</p>
<p>Constats :</p> <p>Comme présenté dans les fiches de constat précédentes, le prélèvement d'eau total annuel n'est plus supérieur à 10 000 m³/an. Les dispositions de l'arrêté ministériel du 30/06/2023 imposant la transmission hebdomadaire sur GIDAF des volumes d'eau journaliers lorsque les niveaux de gravité d'alerte renforcée ou de crise sont en vigueur ne sont donc pas applicables.</p>

Type de suites proposées : Sans suite
